

Gouvernement du Québec

Décret 876-2024, 22 mai 2024

CONCERNANT l'octroi d'une subvention d'un montant maximal de 1 331 600 \$ à la Ville de Longueuil, au cours des exercices financiers 2024-2025 et 2025-2026, afin de soutenir la participation du Service de police de l'agglomération de Longueuil à la bonification de la Brigade d'intervention multidisciplinaire

ATTENDU QU'en vertu des paragraphes 1^o et 2^o de l'article 9 de la Loi sur le ministère de la Sécurité publique (chapitre M-19.3) les fonctions du ministre de la Sécurité publique consistent à assurer ou à surveiller, suivant le cas, l'application des lois relatives à la police et à favoriser et à promouvoir la coordination des activités policières;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 9.1 de cette loi, aux fins de l'exercice de ses fonctions, le ministre de la Sécurité publique peut accorder une subvention ou toute autre forme d'aide financière conformément à la Loi sur l'administration publique (chapitre A-6.01), notamment pour la réalisation de programmes de projets, de recherches, d'études ou d'analyses;

ATTENDU QUE la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu : CENTAURE prévoit la mise en place de mesures afin de lutter contre la violence liée aux armes à feu;

ATTENDU QUE Le point sur la situation économique de l'automne 2021 prévoit un montant de 84 100 000 \$ sur cinq ans afin de renforcer la capacité policière par l'entremise des escouades CENTAURE;

ATTENDU QUE la ministre de la Sécurité publique et la Ville de Longueuil ont conclu, le 29 mars 2022, l'Entente relative aux conditions et aux modalités d'octroi de subventions à la Ville de Longueuil, pour les exercices financiers 2021-2022, 2022-2023 et 2023-2024 pour la participation de son corps de police à bonification de la Brigade d'intervention multidisciplinaire, laquelle est renouvelable pour les exercices financiers 2024-2025 et 2025-2026;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe a de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), sous réserve de l'article 4 de ce règlement, tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le ministre de la Sécurité publique à octroyer une subvention d'un montant maximal de 1 331 600 \$ à la Ville de Longueuil, soit un montant maximal de 659 300 \$ au cours de l'exercice financier 2024-2025 et de 672 300 \$ au cours de l'exercice financier 2025-2026, afin de soutenir la participation du Service de police de l'agglomération de Longueuil à la bonification de la Brigade d'intervention multidisciplinaire;

ATTENDU QUE cette subvention sera octroyée selon des conditions et des modalités substantiellement conformes à celles prévues dans l'Entente relative aux conditions et aux modalités d'octroi de subventions à la Ville de Longueuil, pour les exercices financiers 2021-2022, 2022-2023 et 2023-2024 pour la participation de son corps de police à bonification de la Brigade d'intervention multidisciplinaire, conclue le 29 mars 2022, jointe à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Sécurité publique :

QUE le ministre de la Sécurité publique soit autorisé à octroyer une subvention d'un montant maximal de 1 331 600 \$ à la Ville de Longueuil, soit un montant maximal de 659 300 \$ au cours de l'exercice financier 2024-2025 et de 672 300 \$ au cours de l'exercice financier 2025-2026, afin de soutenir la participation du Service de police de l'agglomération de Longueuil à la bonification de la Brigade d'intervention multidisciplinaire;

QUE cette subvention soit octroyée selon des conditions et des modalités substantiellement conformes à celles prévues dans l'Entente relative aux conditions et aux modalités d'octroi de subventions à la Ville de Longueuil, pour les exercices financiers 2021-2022, 2022-2023 et 2023-2024 pour la participation de son corps de police à bonification de la Brigade d'intervention multidisciplinaire, conclue le 29 mars 2022, jointe à la recommandation ministérielle du présent décret.

La greffière du Conseil exécutif,
DOMINIQUE SAVOIE

83426